



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Dist. générale
26 juin 2008
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-douzième session

Compte rendu analytique de la 2537^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 4 avril 2008, à 10 heures

Président : M. Rivas Posada

Sommaire

Examen des communications présentées au titre du Protocole
facultatif se rapportant au Pacte (*suite*)

Organisation des travaux et questions diverses (*suite*)

Clôture de la session

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

08-29515 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Examen des communications présentées au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte *(suite)*

1. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité) annonce l'état des communications examinées en application du Protocole facultatif à la fin de la session en cours. Le Comité a déclaré trois communications recevables et 11 irrecevables; il a constaté des violations du Pacte dans neuf cas et indiqué qu'il n'y avait pas de violations dans trois cas, et décidé de cesser l'examen de huit communications.

2. À la quatre-vingt-onzième session du Comité, le Bureau a recommandé que la semaine de la quatre-vingt-quatorzième session, initialement consacrée aux réunions du Groupe de travail sur les communications, soit remplacée par une semaine de séances plénières sur les communications. Onze membres du Comité ont indiqué qu'ils pourraient assister à ces séances mais ce nombre était encore inférieur aux 13 membres requis pour constituer le quorum.

3. **M. Shearer** demande si les 18 membres du Comité ont tous été contactés en ce qui concerne leur disponibilité pour une semaine supplémentaire de séances plénières et, dans l'affirmative, s'ils ont tous donné une réponse. Compte tenu de considérations pratiques, il est important de savoir si les réunions auront lieu ou non.

4. **M. Pérez Sánchez-Cerro** demande à M. Gillibert de préciser si le but des séances plénières supplémentaires est d'examiner de nouvelles communications ou celles qui ont déjà été reçues.

5. **M. Amor** dit que, s'il comprend que certains membres du Comité ont déjà des engagements pour la semaine en question, le nombre croissant de communications et de rapports en attente d'examen risque de nuire à la crédibilité du Comité. Il demande donc instamment aux collègues qui ont déjà pris des engagements de réexaminer la question de leur disponibilité.

6. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité) dit que la semaine supplémentaire de séances plénières permettra au Comité d'examiner les communications en attente et les nouvelles communications. En réponse à la question de M. Shearer, il dit que les 18 membres ont été contactés et qu'ils ont tous répondu. En plus des 11 membres qui ont confirmé leur disponibilité, trois

autres ont indiqué qu'ils ne seraient pas disponibles et quatre autres ont demandé plus de temps pour consulter leurs emplois du temps.

7. **M. Shearer** dit qu'il conviendrait peut-être d'examiner une autre solution au cas où le quorum s'avérerait impossible. Les membres présents aux réunions supplémentaires pourraient, par exemple, examiner les communications mais reporter une décision finale à la quatre-vingt-quatorzième session proprement dite. Cette procédure accélérerait l'examen des affaires en question par le Comité durant les séances plénières.

8. **Sir Nigel Rodley** dit que la difficulté de parvenir au quorum résulte en partie du fait que le Comité n'a pas pu choisir les dates. Il souscrit aux propos de M. Amor sur la nécessité de réduire le nombre de rapports en attente et indique qu'il pourrait aussi être utile de prévoir une semaine supplémentaire de séances plénières pour examiner les rapports. Bien que de tels arrangements puissent avoir des incidences budgétaires, il encourage le Bureau à envisager cette possibilité. Malheureusement, la proposition de M. Shearer ne semble pas très différente du scénario actuel prévoyant un groupe de travail sans pouvoirs décisionnels. Le Secrétariat devra envisager de reporter la semaine supplémentaire de réunions à la quatre-vingt-quinzième session du Comité.

9. **M^{me} Motoc** dit qu'elle partage les préoccupations de M. Amor et demande instamment à tous les membres du Comité de réexaminer leur disponibilité pour la semaine supplémentaire de réunions plénières.

10. **M. O'Flaherty**, appuyé par **M^{me} Majodina**, propose de tenir les réunions supplémentaires pendant la semaine suivant directement la quatre-vingt-quatorzième session du Comité.

11. **M. Bhagwati** dit que, si nécessaire, il faudra consacrer chaque année une semaine supplémentaire à l'élimination de l'arriéré de documents. Il exprime son appui à la proposition de M. O'Flaherty car elle pourrait aider à atteindre le quorum pour la semaine supplémentaire de réunions.

12. **Le Président** dit que la date des réunions dépend non seulement du Comité mais aussi du Secrétariat qui doit veiller à ce que les services et installations appropriés soient disponibles. Compte tenu des considérations pratiques en jeu, le Comité devrait prendre une décision à sa quatre-vingt-treizième

session. Le Président propose de reporter le débat à cette date et exprime l'espoir qu'entre-temps les membres reconsidéreront la question de leur disponibilité.

13. **M^{me} Majodina** exprime des doutes quant à l'utilité à long terme de ne tenir qu'une semaine supplémentaire de réunions, compte tenu du fait qu'il existera probablement toujours un arriéré de communications. Il conviendrait peut-être d'examiner avec le Secrétariat la possibilité de rendre permanente la semaine supplémentaire.

14. **Le Président** reconnaît qu'il faudrait examiner la fréquence des réunions plénières supplémentaires. Si le Comité décide de rendre permanentes ces réunions, le Groupe de travail sur les communications, en tant que tel, perdra son utilité.

15. **M^{me} Motoc** souligne qu'étant donné que les décisions du Groupe de travail sont parfois réexaminées par le Comité en séance plénière, des séances supplémentaires contribueraient à rattraper le temps perdu. Si elle comprend que certains membres du Comité aient des engagements dans le domaine de l'enseignement, les vacances universitaires varient d'un pays à l'autre, et de ce fait tous les membres ne sont pas disponibles en même temps. De nouvelles consultations sur la disponibilité pourraient donc être utiles. En tout cas, il est impératif de ne pas reporter les réunions supplémentaires d'une autre année.

16. **M. Amor** dit que le Secrétariat devrait consulter la Division des services de conférence à Genève dès que possible, afin de déterminer quelles dates seraient acceptables.

17. **M. Shearer** convient avec **M. Amor** qu'une décision sur la date de la semaine supplémentaire de réunions devrait être prise dès que possible et se demande si elle pouvait être prise par courrier électronique.

18. **Le Président** dit qu'il n'est pas certain de la légalité de la procédure consistant à prendre des décisions et à organiser des votes par cette voie. Il propose de reporter le débat à la quatre-vingt-treizième session du Comité et demande au Secrétariat de déterminer s'il serait possible de prévoir une semaine supplémentaire de réunions aussitôt après la quatre-vingt-quatorzième session du Comité.

19. *Il en est ainsi décidé.*

Organisation des travaux et questions diverses (suite)

20. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité) dit que les observations finales du Comité sur les rapports de la Tunisie et du Botswana ont déjà été affichées sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les observations finales sur les rapports du Panama et de l'ex-République yougoslave de Macédoine seront affichées avant la fin de la journée. Tous les membres du Comité recevront les documents correspondants par courrier électronique à la fin de la journée.

21. En ce qui concerne les recommandations du Bureau, le Secrétaire dit que M. Amor et M. O'Flaherty ont été désignés pour représenter le Comité à la septième réunion intercomités.

22. **Le Président** dit qu'il croit comprendre que le Comité souhaite approuver la recommandation du Bureau.

23. *Il en est ainsi décidé.*

24. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité) dit que, compte tenu du fait que Saint-Vincent-et-les Grenadines n'a toujours pas présenté le rapport demandé par le Comité, le Bureau a recommandé que, conformément à l'article 70 du règlement intérieur, le Comité rende finales et publiques ses observations précédemment provisoires et confidentielles.

25. **Le Président** dit qu'il croit comprendre que le Comité souhaite approuver la recommandation du Bureau.

26. *Il en est ainsi décidé.*

27. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité) dit que le Bureau a recommandé que M^{me} Wedgwood et M^{me} Chanet prennent part à une réunion du Groupe de travail chargé de procéder à l'examen périodique universel et soumettent les recommandations pertinentes au Comité, à sa quatre-vingt-treizième session.

28. **Le Président** croit comprendre que le Comité souhaite approuver la recommandation du Bureau.

29. *Il en est ainsi décidé.*

Clôture de la session

30. **Le Président** prononce la clôture de la quatre-vingt-douzième session du Comité des droits de l'homme.

La séance est levée à 10 h 50.